

Se donner un nouveau cap. Rapport annuel sur l'état de la France en 2020

Déclaration du groupe CFDT

Le CESE présente, tous les ans, son rapport sur l'état de la France. Replacé dans le contexte d'une France qui a dû faire face à la crise sanitaire et se trouve maintenant confrontée à une crise économique importante, ce « Rapport sur l'état de la France 2020 » pointe, une nouvelle fois, les difficultés et les défis que doit affronter notre pays.

Depuis plusieurs mois, le CESE, ses groupes, ses formations de travail se sont mobilisés et ont exprimé à plusieurs reprises des orientations auprès du gouvernement. Ils ont notamment préconisé des mesures permettant une reprise économique rapide, engagée dans la voie de la transition écologique, tout en développant une politique de justice sociale et la concertation, avec une attention pour les populations et entreprises les plus fragiles.

Ce « Rapport sur l'état de la France 2020 » arrive à un moment où beaucoup de choses ont donc déjà été dites par notre assemblée : rien n'y est donc fondamentalement différent ou nouveau. Ce rapport aurait sans doute gagné à dégager quelques idées fortes et structurantes. Certaines pistes d'action proposées trouveront difficilement une mise en œuvre opérationnelle.

Par ailleurs, certains sujets, tels ceux traitant des libertés publiques et individuelles restreintes durant la crise, auraient mérité d'être approfondis au sein du CESE d'où les quelques réserves que nous portons.

Cet avis a, pour la CFDT, le mérite de souligner avec force l'importance de corriger les inégalités qui, préexistantes, se sont développées durant la pandémie et menacent de s'aggraver encore avec la crise économique. Si les décisions gouvernementales et les dispositifs sociaux existants ont joué leurs rôles d'amortisseurs, la crise a mis en lumière les vulnérabilités et les injustices sociales, le besoin de reconnaissance des compétences et des qualifications de certains métiers souvent féminins. Le « Rapport sur l'état de la France 2020 » pointe la nécessité de consolider le système de protection sociale, il insiste aussi sur le soutien dont ont besoin les plus précaires : sont ainsi citées les propositions d'amélioration du régime d'assurance chômage et celles sur l'aide aux plus démunis, notamment avec la mise en place d'un revenu minimum décent incluant enfin les moins de 25 ans.

L'avis pointe également à juste titre le soutien aux entreprises fragilisées par la crise. Pour la CFDT, il doit être massif, ciblé, et contenir des contreparties en matière sociale, sociétale et environnementale.

Concernant la gouvernance, la pandémie a aussi révélé l'importance du dialogue et de la co-construction de réponses associant entreprises, organisations syndicales, services publics, associations, branches professionnelles et territoires. Nous remercions les CESER qui ont contribué à élargir l'assise territoriale de nos travaux.

La CFDT souhaite que cet avis soit entendu et aide les pouvoirs publics à tirer les leçons de la crise actuelle et à avancer vers une société plus forte, plus respectueuse de l'environnement et qui ne laisse personne au bord du chemin.

La CFDT a voté l'avis.